

Budgets de l'Etat et de la sécurité sociale les deux faces de la régression sociale

4 novembre 2016

Budgets de l'Etat et de la sécurité sociale les deux faces de la régression sociale

Le dernier budget du mandat Hollande s'illustre à nouveau par son caractère régressif en matière sociale. Le parlement entame ses derniers débats de la mandature sur une politique budgétaire présentée comme équilibrée par le gouvernement. En réalité derrière tout cela se cache le spectre de l'austérité pour les questions sociales et la poursuite des allègements fiscaux pour les entreprises. La sécurité sociale est elle aussi présentée sous le sceau du retour à l'équilibre, mais au détriment des salarié-es et de l'hospitalité. Une promesse sera au moins tenue par ce gouvernement : l'objectif atteint de 54 milliards d'économies sur les dépenses publiques ! Ce dernier budget parachève cette orientation ! Comme à chaque fois, le budget de ce gouvernement est construit pour répondre aux recommandations de Bruxelles qui nous sont envoyées chaque année en avril. C'est donc sans surprise que la copie « Sapin Eckert Touraine » colle parfaitement aux orientations européennes ! Une vision libérale de l'économie obéissant au dogme du pacte européen budgétaire et son obsession d'atteindre 3% maximum de déficit budgétaire. Ce n'est toujours pas réalisé mais cela conduit le gouvernement français à donner en permanence des gages de bonne volonté sur les finances comme sur les réformes structurelles concoctées entre les gouvernements européens et la Commission. En faisant le choix de poursuivre la baisse de la fiscalité pour les entreprises, le gouvernement n'a pas d'autres solutions que de rogner sur les dépenses sociales afin d'aboutir à cet équilibre. Ainsi, d'année en année, ce sont les réductions des dépenses publiques qui servent de variables d'ajustement !



Un Projet de Loi de Finances largement favorable aux entreprises

Encore 19 milliards donnés aux entreprises au travers du CICE pour l'année 2017 !
Cela fera 65 milliards cumulés depuis 2014 ! Mais en réalité, rien que pour l'année 2017, se sont pas moins de 40 milliards de mesures d'aides aux entreprises qui viennent grever le budget. (CICE, pacte de responsabilité et baisse de l'impôt sur les sociétés...)
Vous noterez au passage que ces mesures incitatives ont pour objet officiel la relance de la compétitivité et la création d'emplois... Cherchez l'erreur !

Dù sont les emplois promis depuis 2012 ?

À Pôle emploi, même si ô miracle, on annonce une légère baisse du chômage en septembre 2016, on confirme aussi que la mandature a vu un accroissement permanent du nombre de demandeurs d'emplois (si on comptabilise toutes les catégories c'est à dire les chômeur-es en formation et les travailleur-es à temps

Vos droits, vos luttes, votre syndicat...

www.solidaires.org, <http://election-tpe-solidaires.org/>

contact@solidaires.org, 01 58 39 30 20, 144 bd de la Villette Paris



Budgets de l'Etat et de la sécurité sociale les deux faces de la régression sociale

Le dernier budget du mandat Hollande s'illustre à nouveau par son caractère régressif en matière sociale. Le parlement entame ses derniers débats de la mandature sur une politique budgétaire présentée comme équilibrée par le gouvernement. En réalité derrière tout cela se cache le spectre de l'austérité pour les questions sociales et la poursuite des allègements fiscaux pour les entreprises. La sécurité sociale est elle aussi présentée sous le sceau du retour à l'équilibre, mais au détriment des salarié-es et de l'hospitalier. Une promesse sera au moins tenue par ce gouvernement : l'objectif atteint de 54 milliards d'économies sur les dépenses publiques ! Ce dernier budget parachève cette orientation ! Comme à chaque fois, le budget de ce gouvernement est construit pour répondre aux recommandations de Bruxelles qui nous sont envoyées chaque année en avril. C'est donc sans surprise que la copie « Sapin Eckert Touraine » colle parfaitement aux orientations européennes ! Une vision libérale de l'économie obéissant au dogme du pacte européen budgétaire et son obsession d'atteindre 3% maximum de déficit budgétaire. Ce n'est toujours pas réalisé mais cela conduit le gouvernement français à donner en permanence des gages de bonne volonté sur les finances comme sur les réformes structurelles concoctées entre les gouvernements européens et la Commission. En faisant le choix de poursuivre la baisse de la fiscalité pour les entreprises, le gouvernement n'a pas d'autres solutions que de rogner sur les dépenses sociales afin d'aboutir à cet équilibre. Ainsi, d'année en année, ce sont les réductions des dépenses publiques qui servent de variables d'ajustement !



Un Projet de Loi de Finances largement favorable aux entreprises

Encore 19 milliards donnés aux entreprises au travers du CICE pour l'année 2017 !

Cela fera 65 milliards cumulés depuis 2014 ! Mais en réalité, rien que pour l'année 2017, se sont pas moins de 40 milliards de mesures d'aides aux entreprises qui viennent grever le budget. (CICE, pacte de responsabilité et baisse de l'impôt sur les sociétés...)

Vous noterez au passage que ces mesures incitatives ont pour objet officiel la relance de la compétitivité et la création d'emplois... Cherchez l'erreur !

Où sont les emplois promis depuis 2012 ?

A Pôle emploi, même si ô miracle, on annonce une légère baisse du chômage en septembre 2016, on confirme aussi que la mandature a vu un accroissement permanent du nombre de demandeurs d'emplois (si on comptabilise toutes les catégories c'est à dire les chômeur-ses en formation et les travailleur-ses à temps

Vos droits, vos luttes, votre syndicat...

www.solidaires.org, <http://election-tpe-solidaires.org/>

contact@solidaires.org, 01 58 39 30 20, 144 bd de la Villette Paris



• Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Actualités >

• Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/Budgets-de-l-Etat-et-de-la-securite-sociale-les-deux-faces-de-la-regression>

